

Vous trouvez

l'Internationale

à Paris

Paris 1^{er} : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque REGNIER, 9, Bd de Sébastopol.
 Paris 2^e : Siège des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.
 Paris 4^e : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).
 Paris 5^e : Kiosque LISON, 23, av. des Gobelins.
 Paris 6^e : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).
 Paris 7^e : Kiosque PORTAL, 258, Bd St-Germain — Librairie CAILLEAU, 7, avenue Rapp.
 Paris 8^e : Kiosque PREAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).
 Paris 10^e : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.
 Paris 11^e : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.
 Paris 12^e : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decaen.
 Paris 13^e : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.
 Paris 14^e : BRE (terrasse), 103, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLIER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).
 Paris 15^e : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.
 Paris 17^e : Kiosque MARCY, 2, av. de Villiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.
 Paris 18^e : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.
 Paris 19^e : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.
 Courbevoie : DAVAINÉ, 70, rue de Bezons (près de la gare).
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd du Château.
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.
 Suresnes : Librairie PANET, 82, av. Jean-Jaurès.

à Aix-en-Provence

LIVRE-PRESSE, 23, cours Mirabeau.

à Avignon

Librairie J. BOIS, 34, cours Jean-Jaurès.

à Bordeaux

CAZENAVE, place de la Victoire.
 CHAPOULE, place Fey-Berland.
 GRANDET, cours Victor-Hugo-rue Sainte-Catherine.
 CAUSSEQUE, gare Saint-Jean.

à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

à Lyon et banlieue

1^{er} arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.
 2^e arrond. : Kiosque CHAMBONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.
 3^e arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Pérl.
 7^e arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Pérl.
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandclement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

à Marseille

BORDEAUX, face cinéma Capitole. CHEKROUN, rue Honorat. COLAS PINTON, allée Meyan. PEGLION, Bourse du Travail. VIAU, face Lycée Thiers.

à Nîmes

Maison de la Presse, 25, boulevard Victor-Hugo.

à Toulouse

PEIGNON, 16, arcade du Capitole. — CHARPENTIER, 12, allée Franklin-Roosevelt. — MONIN, 25, rue de Metz. — MAISON DE LA PRESSE, 64, rue de Metz.

suite de l'éditorial

A un front populaire classique, c'est-à-dire à une alliance englobant la gauche bourgeoise, radicaux et autres centres gauches. Ce qui précise quel contenu pourrait avoir ce programme : celui de la Libération, des espoirs de la Quatrième République, c'est-à-dire un programme de poudre aux yeux, de grands mots creux incapables de passer dans les faits, parce que dépourvus de moyens d'application.

Et c'est ici que nous retrouvons le problème esquivé par tous. Ce régime fondé par un coup d'Etat, basé sur une constitution quasi monarchique, protégé par un mode d'élections truqué, peut-il être réformé de l'intérieur ?

Sans doute n'est-il pas impossible d'utiliser pour amorcer son renversement les instruments électoraux laissés dans les mains des citoyens. Gilles Martinet évoquait ainsi dans « France-Observateur » les mouvements de masse que risque de susciter une candidature considérée comme « de gauche », surtout si elle est jointe à la réalisation de l'unité d'action sur des points aussi essentiels que ceux de la lutte contre les licenciements consécutifs à la récession-stabilisation.

Mais encore faudrait-il d'abord que cette lutte soit engagée avec décision et avec des perspectives capables de lever les travailleurs, en partant des secteurs menacés et en renforçant sans cesse le front de combat. Les mirages électoraux sont incapables de remplacer un plan d'action sur les objectifs d'un programme de transition vers le socialisme.

Et il faudrait aussi, bien entendu, que le porte-drapeau de cette lutte ne soit pas un personnage aussi équivoque que Defferre, un pied dans chaque camp, armé d'un programme cuisiné dans les clubs, et annonçant déjà avec cynisme (car il ne veut pas effrayer ses mandataires bourgeois) aux combattants éventuels qu'ils seront frustrés de la victoire qu'on leur demande d'arracher.

Le problème de la lutte à propos de l'élection présidentielle est donc posé sur la tête : la question de l'homme. L'essentiel est à coup sûr le programme. Mais celui-ci ne sera rien qu'un catalogue reflétant un compromis de classes s'ils ne sort pas de la discussion de comités de base d'unité d'action, regroupant les militants de tous les partis et syndicats ouvriers. La seule riposte efficace possible à l'opération mystifiante de Defferre, c'est l'organisation d'un réseau serré de ces comités de base, reprenant l'initiative. C'est en appelant ou non à leur constitution que les directions de la S.F.I.O. et du P.C.F. montreront si elles veulent ou non que la campagne « présidentielle » débouche sur autre chose, ouvre la voie à ce qu'on appelle maintenant « l'alternative socialiste », soit un succès des travailleurs. Ceux qui sont organisés ont le moyen de mettre leurs dirigeants au pied du mur. Des conditions favorables se présentent pour s'attaquer au régime le plus réactionnaire que le pays ait eu depuis vingt ans. Saurait-on, cette fois, en profiter ?

M. DERVAL.

SUR LE VIF

LE BOURREAU VEND LA MECHE

Tiroir-Caisse, que les gens « bien » appellent Tshombé, et qui, grâce aux produits de ses vols, peut courir le monde comme s'il était encore homme d'Etat fantôme, vient de vendre la mèche au sujet de l'assassinat de Lumumba. A l'hebdomadaire belge d'extrême droite *Pourquoi pas ?*, il a expliqué comment Lumumba était parvenu entre ses mains. Bien sûr, il n'a pas avoué avoir donné le coup de grâce au révolutionnaire congolais et à ses camarades Okito et Mpolo. Le bandit ne parle que pour « donner » ses complices et atténuer ainsi sa propre responsabilité. Tiroir-Caisse prétend donc que Lumumba lui a été livré « avec une hémorragie interne, l'estomac perforé et des côtes brisées ; Okito avec une fracture du crâne apparente à l'œil nu, et Mpolo... dans un coma qui ne l'empêche pas d'être agité par d'étranges convulsions ».

Les révélations de Tiroir-Caisse portent sur les versements effectués par le gouvernement belge au gouvernement Kasavubu (des millions) pour « être débarrassé » de Lumumba, et sur l'insistance de Kasavubu et d'Adoula pour amener Tshombé à se charger de la liquidation du prisonnier. « On vous envoie Patrice, et vous en finissez avec lui... » aurait dit Adoula. Et, Kasavubu : « Je t'envoie trois paquets... ».

Après leur mort, survenue la nuit même de leur arrivée à Elizabethville, les cadavres auraient séjourné dans les frigidaires de l'Union minière avant d'être détruits dans un bain chimique.

Tout cela a bien sûr été démenti (« Je ne commence à croire à une nouvelle que lorsqu'elle a été démentie », disait Talleyrand qui s'y connaissait) et *Pourquoi pas ?* saisi.

L'affaire a eu beaucoup de témoins. Un jour ou l'autre, on saura tout. Espérons que ce sera quand tout ce beau monde comparaitra devant un tribunal du peuple congolais. En attendant, même si les choses ne se sont pas passées comme le dit le bourreau, nous en savons assez pour

que rien ne puisse ajouter beaucoup à notre mépris et à notre dégoût pour les Kasavubu, les Adoula et les Européens cachés dans l'ombre qui tiraient leurs ficelles.

LICENCIONS LES IMPRODUCTIFS

Ces jours derniers, un patron expliquait gravement aux délégués d'une usine :

« La production augmente. La productivité aussi. Mais les salaires ne peuvent suivre. Et c'est logique car il faut considérer tous les services improductifs mais utiles dont les membres doivent voir également leur sort amélioré. »

Or, pure coïncidence ; au moment où il parlait, dix mille productifs manifestaient à Nantes contre la dégradation de leur condition de vie, et refusaient d'admettre qu'il faut aussi et surtout améliorer le standing des cinq mille improductifs casqués qui entouraient le lieu de la manifestation.

JOUTE COURTOISE

Monsieur Defferre a commencé sa campagne.

Ce « socialiste » ignore le monde capitaliste et désire « une véritable solidarité des nations industrialisées ». Ce « laïque » veut « dominer la querelle scolaire » et se situe à droite du petit père Combes car il ne veut surtout pas régler cette querelle « à chaud ».

Ce « pacifiste » ignore les vœux véritables de millions d'hommes, mais a découvert « une partie de l'opinion qui serait favorable à une force de frappe européenne ».

Un tel personnage ne peut qu'être « surpris par la mesquinerie d'un homme de l'envergure du général De Gaulle » qui n'a accordé que 3 minutes de télévision au Congrès S.F.I.O.

C'est en effet très, très mesquin.

Contre un adversaire, cela se comprendrait.

Mais contre un Defferre...

LES DEUX LANGAGES DU P.S.U.

Après le congrès de novembre du P.S.U., l'aile droite — qui regroupe, rappelons-le, à peine plus de 50 % des militants de ce parti — a pris toute la responsabilité de la direction en formant un bureau homogène. On aurait pu en attendre une certaine netteté de langage qui permette enfin de situer un parti dont le moins que l'on puisse dire est qu'il a été jusqu'ici assez cacophonique. Il n'en est rien. La lecture de son organe officiel, *Tribune socialiste*, et celle de son organe officieux, *France-Observateur*, fournit deux langages et deux politiques.

Premier langage : la résolution adoptée par la majorité (29 voix contre 24) lors de la dernière réunion du Comité politique national, et concernant la candidature Defferre : « N'ayant cessé de combattre le régime gaulliste depuis 1958, il (le P.S.U.) ne saurait soutenir une entreprise qui, sous prétexte de rechercher une majorité hétéroclite, reprendrait à son compte le style et les méthodes de ce régime. Il ne saurait davantage cautionner une opération qui, excluant dès le départ les forces rassemblées derrière le Parti communiste, déboucherait sur les impuissances et les contradictions d'une combinaison centriste dont le néo-capitalisme serait le bénéficiaire. »

Même langage sous la plume de Jean Verhac dans l'éditorial de *Tribune socialiste* du 8 février : « Pour nous, le socialisme n'est pas une survivance à laquelle on consacre une sorte de culte. C'est au contraire la seule réponse possible que l'on puisse opposer à la technocratie envahissante de la société industrielle dans sa variante néo-capitaliste... « Le socialisme d'aujourd'hui, c'est le moyen d'assurer la démocratie de la gestion économique et de la planification, c'est un réseau dense d'organismes à la base dans les unités de production comme dans les unités territoriales, c'est l'expression des besoins sociaux, c'est la possibilité de discuter à tous les échelons des options et des contradictions et non pas de les étouffer ».

LE SEUL CAS OU...

Petit titre ahurissant dans la presse « d'information » :

« Un policier motocycliste condamné à quinze jours de prison ferme pour avoir causé un grave accident. »

Comment ! dans le royaume gaulliste, un policier peut se trouver dans son tort.

La suite de l'article vous explique cette anomalie. Le motard avait renversé trois autres flics.

OBJECTIF SELON LES CAS

Lorsque De Gaulle a reconnu la Chine populaire, « l'Humanité », tout en se réjouissant, a exposé longuement les motifs plus ou moins avouables du général. Un tel article faisait plaisir à lire.

On aimerait pareille attitude objective quand c'est Moscou qui est concerné.

Ainsi, en décembre 1944, tout en se réjouissant du Pacte Franco-Soviétique et du retour de Maurice Thorez, « l'Humanité » aurait pu se demander si De Gaulle ne cherchait pas à obtenir la dissolution des milices populaires.

Ainsi, tout en se réjouissant de l'Accord de Moscou en 1963, « l'Humanité » aurait pu s'inquiéter des intentions de divers milieux américains qui ne cachent pas que cet accord peut constituer une bonne base juridique pour justifier la destruction par bombe H des centres atomiques chinois.

COEXISTENCE DANS LA JUNGLE

Même dans le camp occidental, certains journaux se sont étonnés de constater que les eaux territoriales U.S.A., qui s'étendent habituellement à 3 milles des côtes, peuvent atteindre 9 milles quand il s'agit de « justifier » la capture de chalutiers de pêche cubains.

Mais la réalité est bien pire.

En décembre, Washington a fait savoir au gouvernement de La Havane que « toute activité de pêche en dehors des eaux cubaines, serait un motif d'inquiétude ».

On ne peut mieux avouer la volonté d'affamer Cuba.

Comment « coexister pacifiquement » avec un Etat qui vous dénie le droit même d'exister ?

le comité de rédaction rappelle à nos correspondants que les articles doivent parvenir à nos bureaux au plus tard le 4 de chaque mois